



PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale
des territoires et de la mer
Service eau et biodiversité

Arrêté préfectoral
portant autorisation unique
en application de l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014,
pour la réalisation des ouvrages et travaux hydrauliques et les dérogations à la protection de la faune et de
la flore et de leurs habitats,
en vue de la mise à 2 x 2 voies de la RN 164 au niveau de Châteauneuf-du-Faou.

AP n° 2016308-0002 du 3 novembre 2016

Le Préfet du Finistère,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

- VU le code civil et notamment son article 640 ;
- VU le code de l'environnement ;
- VU l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L.214-3, et pour les dérogations au titre du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;
- VU le décret 2014-751 du 1^{er} juillet 2014 d'application de l'ordonnance visée ci-dessus ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du préfet de la région Centre, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne en date du 18 novembre 2015 ;
- VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Aulne approuvé par arrêté du préfet du Finistère en date du 1^{er} décembre 2014 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014-188003 du 7 juillet 2014 portant déclaration d'utilité publique les travaux nécessaires à la mise à 2x2 voies de la RN 164 sur le territoire des communes de Lennon, Châteauneuf-du-Faou, Plonévez-du-Faou, Landeleau et Spézet et emportant approbation de la mise en comptabilité du plan localo d'urbanisme de la commune de Châteauneuf-du-Faou ;
- VU le document d'objectifs (DOCOB) du site Natura 2000 « Vallée de l'Aulne » (zone de conservation spéciale) approuvé par arrêté du préfet du Finistère en date du 26 Avril 2010 ;
- VU la demande déposée par la division de maîtrise d'ouvrage intermodale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bretagne en vue d'obtenir l'autorisation unique pour mise à 2 x 2 voies de la route nationale RN 164 au niveau de la commune de Châteauneuf-du-Faou en date du 23 octobre 2015 ;
- VU l'accusé de réception du dossier d'autorisation en date du 23 octobre 2015 ;

- VU l'ensemble des pièces du dossier de la demande susvisée ;
- VU l'avis de l'agence régionale de santé du 17 décembre 2015 ;
- VU l'avis du service Patrimoine Naturel de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, du 14 janvier 2016 ;
- VU l'avis de la direction régionale des affaires culturelles de Bretagne en date du 5 février 2016 ;
- VU l'avis du conseil national de la protection de la nature (CNP) du 11 mars 2016 ;
- VU l'avis de la commission locale de l'eau du SAGE de l'Aulne du 15 mars 2016 ;
- VU l'avis de l'autorité environnementale du 20 avril 2016 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 mai 2016 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation unique valant autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement et dérogation « espèces protégées » au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement, du 13 juin 2016 au 13 juillet 2016 inclus, sur le territoire des communes de Lennon, Châteauneuf-du-Faou, siège de l'enquête, Plonévez-du-Faou et Landeleau ;
- VU l'avis conforme de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 27 mai 2016, concernant la Loutre d'Europe ;
- VU la délibération de la commune de Châteauneuf-du-Faou en date du 12 juillet 2016 ;
- VU la délibération de la commune de Landeleau en date du 26 juillet 2016 ;
- VU l'enquête publique et l'avis favorable à la demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et aux dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés pour la mise à 2x2 voies de la RN 164 de la déviation de Châteauneuf-du-Faou du commissaire enquêteur en date du 27 juillet 2016 ;
- VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis lors de sa séance du 20 octobre 2016 ;
- VU le courrier du 26 octobre 2016 du préfet sollicitant l'avis la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bretagne sur le projet d'arrêté d'autorisation ;
- VU le courrier d'avis en date du 26 octobre 2016 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bretagne sur le projet d'arrêté d'autorisation ;

CONSIDERANT que la mise à 2x2 voies de la RN 164 dans son contournement de Châteauneuf-du-Faou poursuit l'objectif de proposer un axe transversal supplémentaire en Bretagne par rapport aux deux axes actuels, ponctuellement congestionnés aux abords des grandes agglomérations; que ce projet routier complète un dispositif structurant en matière d'aménagement du territoire, déterminant pour le désenclavement socio-économique du Centre-Bretagne; et que, par conséquent, ce projet est justifié par une raison impérieuse d'intérêt public majeur ;

CONSIDERANT qu'il n'existe actuellement aucun autre projet, ferroviaire en particulier, susceptible de répondre à la même nécessité ; que le choix de créer cette voie de circulation rapide et sécurisée en doublant une route déjà existante limite l'impact global sur l'environnement en général, et en impose également le tracé ; et que, par conséquent, il n'existe pas d'autre solution satisfaisante ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a procédé à une analyse poussée du milieu naturel existant et des espèces qu'il héberge, qu'il a estimé les impacts susceptibles d'y être provoqués par son projet, et a cherché à les éviter par des modifications substantielles successives dudit projet ;

CONSIDERANT que la transparence de l'ouvrage existant se trouvera améliorée par rapport à la situation actuelle, en particulier pour ce qui concerne la trame bleue ;

CONSIDERANT que des impacts subsistent néanmoins sur certains milieux et notamment les zones humides ; et que, il en subsiste sur des espèces protégées et certains de leurs habitats, protégés également ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire propose des aménagements et des modalités de réalisation des travaux susceptibles de réduire leurs impacts, ainsi que des mesures de compensations adéquates ;

CONSIDERANT que le projet faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre de l'ordonnance n° 2014 -619 susvisée ;

CONSIDERANT que les mesures proposées par le pétitionnaire et les dispositions du présent arrêté permettront de garantir, pendant et après les travaux, une gestion globale et équilibrée des milieux aquatiques et naturels susceptibles d'être impactés par l'opération ; et qu'elles sont de nature à assurer le bon état de conservation des espèces en cause et de leurs habitats ;

sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRETE

TITRE I - OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 - Bénéficiaire de l'autorisation

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bretagne, représentant l'État, est bénéficiaire de l'autorisation unique définie à l'article 2 ci-dessous, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, et est dénommée ci-après « le bénéficiaire ».

Article 2 - Objet de l'autorisation

La présente autorisation unique, liée à la mise à 2 x 2 voies de la route nationale RN 164 au niveau de Châteauneuf-du-Faou sur les communes de Lennon, Châteauneuf-du-Faou, Plonévez-du-Faou et Landeleau sur une longueur de 12,5 kilomètres, tient lieu :

- d'autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.
- de dérogation aux interdictions d'atteinte aux espèces protégées au titre du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement.

Article 3 - Description des aménagements

Les installations, ouvrages, travaux ou activités concernés par l'autorisation unique relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Autorisation
2.2.4.0	Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à un apport au milieu aquatique de plus de	Déclaration

	1 t / jour de sels dissous (D).	
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3. 1. 4. 0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A). 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).	Autorisation
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m (A), 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D).	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A) 2° Dans les autres cas (D)	Autorisation
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m2 (A) ; 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m2 et inférieure à 10 000 m2 (D). Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage ou le remblai dans le lit majeur.	Déclaration
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).	Déclaration
3.3..1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée étant : 1° supérieure à 0.1 ha (A). 2° supérieure à 0.1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	Autorisation

3-1 - Ouvrages de gestion des eaux pluviales

La réalisation de l'opération entraîne une imperméabilisation partielle des surfaces aménagées. La gestion des eaux pluviales ruisselant sur ces surfaces est assurée par la création de 8 bassins de décantation-régulation.

Les caractéristiques principales de ces ouvrages sont décrites au tableau ci-dessous :

Dénomination	Localisation	Surface active drainée	Volume de rétention utile	Milieu récepteur
BR1	Ster Goanez	10,3 ha	3 639 m ³	Affluent du Ster Goanez
BR2	Kervaziou	8,1 ha	3 124 m ³	Kervaziou
BR3	Toul Ruz	4,8 ha	1 652 m ³	Affluent du Roudou
BR4	Roudou	8.2 ha	3 138 m ³	Roudou
BR5	Saint-Guidinic	10.3 ha	3904 m ³	Saint-Guidinic
BR6	Poull-ru	5.6 ha	2031 m ³	Poull-ru
BR7	Magorven	3,6 ha	1 288 m ³	Affluent du Ster Goanez
BR8	Rosagaouen	5,6 ha	1 429 m ³	Ruisseau affluent de L'Aulne

Ces ouvrages sont dimensionnés pour réguler les eaux pluviales avec un débit de fuite spécifique limité à 3 l/s/ha de surface desservie, conformément aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne 2016-2021.

Les bassins de décantation-régulation, sont réalisés conformément aux préconisations techniques décrites dans le document d'incidences « loi sur l'eau ». Afin de prévenir les pollutions chroniques et accidentelles, ils seront notamment équipés :

- d'une cloison siphonée en sortie de bassin pour retenir les surnageants ;
- une grille destinée à retenir les flottants et macro-déchets ;
- une vanne permettant le confinement des pollutions accidentelles ;
- une surverse pour les crues de fréquences exceptionnelles ;
- un système de by-pass permettant d'isoler le bassin en cas de pollution combinée à un événement pluvieux ;
- d'une rampe d'accès permettant de récupérer les produits décantés.

3-2 – Ouvrages hydrauliques sur les cours d'eau

La mise à 2 x 2 voies de la RN 164 nécessite la réalisation de 8 ouvrages de franchissement de cours d'eau. Leurs caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination	Cours d'eau	Type d'ouvrage	Dimensions	Hauteur de reconstitution du lit du cours d'eau (m)	Longueur de couverture (m)
OHF1	Ster Goanez	Pont portique ouvert	17,00 m x 4,50 m	0,50	28
OHF2	affluent du Ster Goanez	Cadre	1,80 m x 1,50 m	0,50	32
OHF3	Ster Goanez	Cadre	1,80 m x 1,50 m	0,50	33
OHF4	Kervaziou	Cadre	2,00 m x 2,50 m	0,45	28
OHF5	Roudou	Cadre	5,50 m x 2,25 m	0,50	42
OHF6	Saint- Guidinic	Cadre	2,00 m x 2,30 m	0,40	30
OHF7	Saint- Guidinic	Cadre	2,00 m x 2,30 m	0,40	15
OHF8	Poull-Ru	Cadre	4,50 m x 3,50 m	0,40	58

A l'intérieur de chaque ouvrage hydraulique, la hauteur de reconstitution du lit doit être conforme à la valeur préconisée dans le dossier et rappelée dans le tableau ci-dessus, de manière à assurer la continuité du lit naturel du cours d'eau sur l'ensemble de son profil en long.

Les ouvrages doivent être positionnés de façon à ne pas créer de seuil et n'entraîneront pas de rupture de pente brutale entre l'amont et l'aval de l'ouvrage. La continuité écologique doit être assurée en permanence, notamment en phase chantier. Le pétitionnaire doit informer le service instructeur de la présente autorisation, du démarrage de ces travaux dans un délai de deux mois précédant cette opération.

3-3 – Reconstitution du lit de l'affluent du Ster Goanez

Le cheminement de l'affluent du Ster Goanez sera reconstitué au nord de la RN 164, de manière à réduire le nombre d'ouvrages hydrauliques le franchissant. Les modalités de reconstitution précises, prévues aux paragraphes 5.5.2.3 et 5.5.2.4 du dossier d'autorisation au titre des articles L 214-1 et suivants du code de l'environnement, seront adressées au service instructeur de l'autorisation deux mois avant le début des travaux. Un piquetage préalable précis du tracé du cours d'eau sera réalisé pour approbation par le service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) avant travaux.

3-4 – Destruction de zones humides

L'opération routière engendre la destruction de 2,77 hectares de zones humides, situées sur l'emprise de la voirie et des ouvrages annexes. En compensation, il est prévu la mise en œuvre de mesures de restauration sur 4,05 hectares de zones humides. Ces mesures sont explicitées sur le tableau ci-dessous.

Zone humide à restaurer	Fonctionnalité de la zone humide avant restauration	Fonctionnalité de la zone humide après restauration	Surface concernée (m2)	Nature des opérations envisagées
Ster Goanez 1	Hydraulique moyenne et écologique faible	Hydraulique forte et écologique forte	10 282	Suppression du réseau de drainage Restauration d'une prairie humide
Ster Goanez 2	Hydraulique moyenne et écologique faible	Hydraulique forte et écologique forte	9 848	Suppression de la peupleraie Restauration d'une mégaphorbiaie Création d'une mare
Vallée de Saint Guidinic	Hydraulique moyenne et écologique faible	Hydraulique forte et écologique forte	9 336	Dessouchage de la parcelle en vue de la restauration d'une mégaphorbiaie
Vallée de Saint Guidinic	Hydraulique moyenne et écologique faible	Hydraulique forte et écologique forte	11 028	Suppression du boisement Restauration d'une mégaphorbiaie

Les délais de mise en œuvre de ces travaux sont précisés au sein de l'article 13 du présent arrêté, paragraphe 13.1 .

Article 4 - Nature et périmètre de la dérogation à la protection des espèces et de leurs habitats

Le bénéficiaire visé à l'article 1 est autorisé, conformément au contenu du dossier de demande dérogation et sous réserve des dispositions définies dans le présent arrêté, à déroger aux interdictions suivantes dans le cadre du projet :

- destruction, capture, enlèvement ou perturbation intentionnelle des individus des espèces protégées mentionnées ci-dessous :

Mammifères terrestres et semi-aquatiques

Arvicola sapidus (Campagnol amphibie)

Erinaceus erinaceus (Hérisson d'Europe)

Lutra lutra (Loutre d'Europe)

Sciurus vulgaris (Ecoreuil roux)

Chiroptères

Barbastella barbastellus (Barbastelle d'Europe)

Myotis nattereri (Murin de Natterer)

Rhinolophus ferrumequinum (Grand rhinolophe)

Amphibiens

Bufo spinosus (Crapaud commun)

Rana dalmatina (Grenouille agile)

Salamandra salamandra (Salamandre tachetée)

Lissotriton helveticus (Triton palmé)

Reptiles

Natrix natrix (Couleuvre à collier)

Podarcis muralis (Lézard des murailles)

Avifaune

Alcedo atthis (Martin-pêcheur d'Europe)

Carduelis cannabina (Linotte mélodieuse)

Emberiza citrinella (Bruant jaune)

Falco subbuteo (Faucon hobereau)

Muscicapa striata (Gobemouche gris)

Phylloscopus trochilus (Pouillot fitis)

Poissons

Lampetra planeri (Lamproie de Planer)

Salmo salar (Saumon atlantique)

Mollusques

Elona quimperiana (Escargot de Quimper)

- destruction, altération ou dégradation des sites de reproduction ou aires de repos des espèces protégées mentionnées ci-dessous :

Mammifères terrestres et semi-aquatiques

Arvicola sapidus (Campagnol amphibie)

Lutra lutra (Loutre d'Europe)

Chiroptères

Barbastella barbastellus (Barbastelle d'Europe)

Myotis nattereri (Murin de Natterer)

Rhinolophus ferrumequinum (Grand rhinolophe)

La dérogation aux interdictions mentionnées ci-dessus s'applique dans le périmètre défini dans le dossier de demande de dérogation sur le territoire des communes de Châteauneuf-du-Faou, Landeleau, Lennon et Plonévez-du-Faou.

TITRE II- DISPOSITIONS GENERALES COMMUNES

Article 5 - Conformité au dossier de demande d'autorisation unique et modification

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article 19 du décret du 1er juillet 2014 susvisé.

Le bénéficiaire informe le service instructeur du présent dossier de la date du démarrage de chaque phase de travaux liée à l'opération, et le cas échéant, de la mise en œuvre des ouvrages, dans un délai de quinze jours précédant chaque opération.

Article 6 - Caractère de l'autorisation – durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée.

L'autorisation est accordée jusqu'à ce qu'une modification majeure des installations prévues nécessite le dépôt d'une nouvelle demande auprès du préfet. Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'autorisation unique cesse de produire effet si l'installation n'a pas été entamée dans un délai de 5 ans à compter de la publication du présent arrêté.

La prorogation de l'arrêté portant autorisation unique peut être demandée par le bénéficiaire avant son échéance dans les conditions fixées par l'article 21 du décret du 1er juillet 2014 susvisé.

Article 7 - Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

Article 8 - Accès aux installations et exercice des missions de police

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article 8 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Par ailleurs, si nécessaire, le bénéficiaire met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle, les moyens de transport permettant d'accéder aux installations, ouvrages, travaux ou activités.

Article 9 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 10 - Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

TITRE III- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES A L'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L' EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 11 – Prescriptions spécifiques

11-1 - Avant la phase chantier

Le service départemental de l'office national des milieux aquatiques (ONEMA) et le pôle police de l'eau de la direction départementale de territoires et de la mer (DDTM) sont associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les plans d'exécution des travaux sont transmis, pour information, au pôle police de l'eau de la DDTM du Finistère, 1 mois avant le démarrage du chantier.

Les installations de chantier sont situées à une distance minimale de 20 mètres du cours d'eau et hors zone inondable.

11-2 - Prescriptions particulières relatives à la phase travaux

Afin de limiter les sources de pollution et les effets de déversements accidentels le bénéficiaire procède à :

- la création de fossés autour des aires de stationnement des engins,
- la mise en place de bacs de rétention dans les zones de stockage de fluides,
- l'installation de sanitaires sur le site pendant toute la durée du chantier.

Il impose également le bâchage des bennes utilisées pour le transport de matériaux entre les lieux de production et le chantier si nécessaire.

11-3 - Après travaux

a) Vérification des ouvrages hydrauliques réalisés

Le maître d'ouvrage est tenu :

- à l'issue de la réalisation des ouvrages et travaux hydrauliques du projet, de fournir au pôle police de l'eau de la DDTM les plans de récolement cotés des installations et ouvrages hydrauliques, dans un délai de six mois après la réalisation ;
- de fournir au pôle police de l'eau le nom du service qui sera chargé de l'entretien et de la surveillance des ouvrages hydrauliques ;
- d'informer les agents du service en charge de l'entretien et de la surveillance des ouvrages hydrauliques, des procédures d'intervention en cas d'incident ou d'accident pour contenir la pollution par fermeture des vannes de bassins.

b) Exploitation et entretien des ouvrages

L'usage des ouvrages et le rejet dans le milieu récepteur doivent répondre aux conditions suivantes pour assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement :

Suivi des ouvrages hydrauliques

Les ouvrages hydrauliques doivent être régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement.

Le service chargé de l'exploitation des ouvrages doit intervenir pour fermer les vannes des bassins de rétention, en cas de nécessité lors d'incident ou d'accident, afin d'isoler les produits polluants éventuels, de faciliter leur récupération et d'éviter leur rejet dans les milieux récepteurs concernés.

Un cahier de suivi de cet entretien doit être tenu et mis à jour par le service chargé de l'exploitation des ouvrages, et doit pouvoir être consulté par les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement.

Suivi des matières décantées

Le curage des ouvrages de décantation est réalisé en fonction des nécessités, et au moins une fois tous les dix ans.

Le service chargé de l'exploitation des ouvrages doit informer le service chargé de la police de l'eau du mode d'élimination des matières décantées, préalablement aux opérations de curage des bassins.

Les quantités et caractéristiques physico-chimiques des produits à évacuer ainsi que les dates d'évacuation, leurs différentes destinations et modes d'élimination, sont renseignés dans le cahier de suivi des ouvrages, visé ci-dessus.

Article 12 – Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

Concernant le suivi des ouvrages de gestion des eaux pluviales, l'exploitant procède sur les deux premières années à partir de la mise en œuvre des ouvrages à un contrôle de l'efficacité des ouvrages de gestion des eaux pluviales en réalisant deux séries de mesures par an, 50 mètres en amont du point de rejet, dans le rejet et 50 m en aval du point de rejet. Les mesures sont réalisées en condition de rejets après un épisode pluvieux

significatif, et si possible en conditions de pluie d'orage, et portent sur les paramètres : pH, oxygène dissous, température, ammonium, MES, DCO, DBO5, plomb, hydrocarbures. Les résultats de ces mesures sont adressés au service chargé de la police de l'eau.

Selon la qualité des eaux ainsi analysées, des modifications des conditions de rejet pourront être imposées au pétitionnaire et un suivi prolongé pourra être imposé.

Concernant le suivi des ouvrages hydrauliques de franchissement des cours d'eau, le gestionnaire des ouvrages réalise à l'amont et l'aval de l'ouvrage des mesures visant à qualifier l'état écologique du cours d'eau : mesures physico-chimiques, mesures d'indicateurs hydrobiologiques (indice biologique global normalisé IBGN, indice biologique diatomées IBD) ou piscicole (indice poissons rivière IPR). Ce suivi est réalisé sur une période de 10 ans à partir de l'achèvement des travaux par au moins une mesure annuelle.

Concernant la reconstitution du lit de l'affluent du Ster Goanez, un suivi de l'évolution hydromorphologique du cours d'eau est assuré sur 10 années à compter de la date d'achèvement des aménagements. Ce suivi, réalisé annuellement sur les cinq premières années et à dix ans, organisé par le bénéficiaire, permet de vérifier si d'éventuels désordres sont constatés, d'identifier leurs origines possibles et de proposer les suites à donner en matière de surveillance, d'entretien, d'auscultation, de diagnostic ou de confortement.

Concernant le suivi des mesures compensatoires de restauration des zones humides, un suivi de l'évolution des fonctionnalités hydrauliques des zones humides sur lesquelles portent les mesures compensatoires est effectué sur une période de 10 ans par une personne qualifiée en hydrologie avec des mesures les cinq premières années puis à 10 ans. Ce suivi des zones humides comprend en outre :

- le passage sur site, au moins une fois par an, afin de constater l'évolution pédologique et hydrologique des zones en restauration;
- la rédaction d'un rapport annuel de synthèse à transmettre à la DDTM;
- à 5 et 10 ans l'élaboration d'un rapport reprenant les éléments de synthèses annuelles et concluant sur l'amélioration ou non des fonctionnalités.

TITRE IV- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA DEMANDE DE DEROGATION DE DESTRUCTION D'ESPECE PROTEGEES

Article 13 – Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts

Concernant les espèces et habitats cités à l'article 4, le bénéficiaire réalise les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts sur la faune et la flore, mentionnées dans le chapitre 6 de la demande d'autorisation unique du 23 octobre 2015 susvisée.

Les propositions du chapitre 6 à réaliser incluent en outre des mesures relatives à la prise en compte des espèces invasives.

Les mesures relatives aux suivis et compte-rendus sont prescrites à l'article 14.

Par ailleurs, les prescriptions complémentaires ci-après sont apportées.

13.1 – Antériorité des sites de compensation

Dans les trois mois suivant la signature du présent arrêté, le pétitionnaire fait parvenir à la DDTM du Finistère la liste des sites de compensation dont l'aménagement n'est pas tributaire d'une phase antérieure du chantier. Pour chaque site de cette liste, le pétitionnaire précise l'échéancier probable et le phasage prévisionnel des travaux à mener conformément aux propositions du chapitre 6 du dossier de demande d'autorisation, pour le préparer à la fonction compensatoire prévue.

Concernant les zones humides, les travaux de restauration débiteront :

- au plus tard 1 an après la date de signature du présent arrêté pour les parcelles dont l'aménagement est indépendant des autres phases des travaux routiers ;

- au plus tard 6 mois après l'achèvement des ouvrages routiers pour les parcelles dont l'aménagement est dépendant des autres phases des travaux routiers.

13.2 – Maîtrise foncière des zones humides

Dans les trois mois suivant la signature du présent arrêté, le pétitionnaire présente à la DDTM les garanties de pérennité de la maîtrise foncière des terrains destinés à compenser les zones humides détruites.

13.3 – Espèces végétales invasives

13.3.1 – Définitions

L'expression « espèce végétale invasive » désigne l'ensemble des espèces figurant sur la liste des plantes vasculaires invasives de Bretagne publiée par le conservatoire botanique national de Brest. La version en vigueur à la date du présent arrêté est celle d'avril 2016. Pour l'application du présent arrêté, le pétitionnaire se réfère à la liste la plus récente publiée par ce conservatoire botanique à la date des travaux ou du suivi.

La « zone de travail » est l'ensemble du secteur impacté par les travaux. Elle inclut les endroits où sont déposés, pour une durée quelconque, les matériaux de toute nature, ceux où sont rangés les véhicules, engins et outils, et ceux situés hors emprise des travaux et dans lesquels sont mises en œuvre des mesures compensatoires ou d'accompagnement.

13.3.2 – Plan d'actions et de contrôle

Au moins deux mois avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire soumet à l'accord de la DDTM le plan d'action détaillé qu'il compte mettre en œuvre et imposer à ses prestataires pour prévenir l'introduction ou la propagation des espèces végétales invasives. Ce plan aborde toutes les propositions du paragraphe 6.5 du dossier de demande de dérogation, et notamment :

- l'inspection, par un écologue et à une époque de l'année où les espèces végétales invasives sont en végétation, de toute la zone de travail pour laquelle des travaux sont prévus dans l'année à venir ; les espèces végétales invasives présentes sont enregistrées aux fins de rendu ultérieur ;
- les dispositions destinées à prévenir l'introduction de nouvelles espèces ou la propagation d'espèces existantes.

Ce plan d'action comporte un volet de contrôle que le pétitionnaire s'engage à appliquer.

Article 14 – Suivi de l'effet des mesures compensatoires, comptes-rendus et corrections

14.1 Définition de l'année « N »

L'année « N » s'entend comme l'année de réalisation d'une compensation ou d'un ouvrage hydraulique à un endroit donné.

Si un même type de compensation est réalisé sur plusieurs années, il y a autant d'années « N » que d'années de réalisation. Pour un endroit donné, les suivis sont réalisés à la périodicité prévue ci-après.

14.2 – La Loutre d'Europe

Le pétitionnaire réalise un suivi de la mortalité occasionnée par le trafic routier sur le linéaire du projet pendant 10 ans à compter de la mise en service de l'ouvrage.

Pour la même espèce, il réalise un suivi de la fréquentation des ouvrages de franchissement durant les cinq premières années puis à 10 ans après la mise en service de l'ouvrage.

Sur le Ster Goanez et le Poull Ru, où la présence de l'espèce est référencée, si les suivis montrent que les ouvrages de franchissement constituent un obstacle à la circulation de l'espèce, et si d'autres mesures correctives ne peuvent être définies et évaluées, des mesures complémentaires de gestion des milieux, et en particulier l'implantation de ripisylves des cours d'eau interceptés, doivent être examinées et mises en œuvre.

14.3 – Suivis prévus par le pétitionnaire

A l'exception de la Loutre d'Europe, le pétitionnaire met en œuvre les mesures de suivi énoncées dans le tableau intitulé « Synthèse des opérations de suivi à réaliser », figurant en fin du paragraphe 6.7 du dossier de demande de dérogation. Cette disposition concerne :

- les suivis des ouvrages hydrauliques (petite faune),

- la circulation du Grand Rhinolophe,
- les frayères à poissons,
- les amphibiens,
- l'Escargot de Quimper.

Au plus tard la dernière année de l'échéancier prévu, les suivis comprennent une analyse du fonctionnement de chacun des cinq points énumérés ci-avant, rapporté à l'état initial décrit dans le dossier de demande de dérogation.

Au cas où une ou plusieurs des espèces ciblées seraient en moins bon état de conservation par rapport à l'état initial, des propositions d'amélioration sont présentées par le pétitionnaire dans le but d'y porter remède.

Le pétitionnaire procède également au suivi de la fréquentation du passage à grande faune par piège photographique prévu dans le même paragraphe 6.7. La durée minimale de ce suivi est fixée aux deux années civiles suivant la mise en service de la nouvelle route.

14.4 – Les plantations

A l'exception des arbres isolés, le pétitionnaire réalise les suivis biologiques des éléments végétaux répertoriés dans la synthèse des mesures d'accompagnement de la fin du paragraphe 6, aux années N+2, N+3, N+5, N+10, N+15 et N+20.

Ces suivis consistent en un relevé des espèces animales et végétales présentes dans ces milieux, ou qui les utilisent dans leurs activités (chauves-souris notamment).

Les suivis analysent l'évolution de la fonctionnalité de ces milieux à travers le temps.

14.5 – Le fonctionnement des zones humides

Le pétitionnaire réalise un suivi du bon fonctionnement écologique des zones humides compensatoires les cinq premières années (années N+1 à N+5) ainsi que la dixième année (N+10).

Ce suivi consiste :

- d'une part, en un relevé floristique ; dès que le cortège présent le permet, le pétitionnaire identifie l'habitat vers lequel évolue le site compensatoire ;
- d'autre part, en l'identification des espèces animales présentes ou ayant laissé trace de leur passage ; le pétitionnaire porte une attention particulière aux mammifères semi-aquatiques et aux espèces animales invasives.

Au plus tard à l'année N+5, le pétitionnaire inclut une analyse du résultat provisoire de la gestion pratiquée sur ces zones. Si lesdits résultats ne montrent pas une nette évolution vers la végétation typique des zones humides, le pétitionnaire propose les mesures nécessaires à l'atteinte de ce résultat.

14.6 – Les espèces végétales invasives

Le pétitionnaire réalise un suivi de l'évolution des espèces végétales invasives présentes sur la zone, aux années N+1, N+2, N+3 et N+5.

Article 15 – Modalités de compte-rendu

15.1 – L'avancement des travaux

Le pétitionnaire rend compte de l'avancement des suppressions des habitats, et des mesures de réduction ou d'évitement qu'il a prises, au plus tard chaque 31 mars suivant l'année de leur réalisation.

Chaque compte-rendu inclut la localisation des taches d'espèces végétales invasives et détaille le traitement qui leur a été appliqué.

Il fait part également des événements notables susceptibles d'impacter les espèces animales et végétales, relevés durant l'année.

15.2 – Le suivi des mesures compensatoires et des mortalités

Au plus tard chaque 31 mars, le pétitionnaire rend compte des suivis prévus à l'article 14.

15.3 – Destinataires des comptes-rendus

Chaque 31 mars de l'année, les comptes-rendus des suivis réalisés l'année d'avant sont adressés à :

- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne - service patrimoine naturel,
- la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère - service eau et biodiversité,

TITRE V- DISPOSITIONS FINALES

Article 16 – Publication et information des tiers

En application du 2° du I de l'article 24 du décret du 1^{er} juillet 2014 susvisé et, le cas échéant de l'article R.214-19 du code de l'environnement :

- la présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère dans un délai de quinze jours à compter de l'adoption de la décision ;
- un extrait de la présente autorisation, indiquant notamment les motifs qui l'ont fondée ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette opération est soumise, est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans chacune des mairies consultées ;
- un dossier sur l'opération autorisée est mis à disposition du public à la préfecture du Finistère et à la mairie de Châteauneuf-du-Faou pendant deux mois à compter de la publication du présent arrêté ;
- un avis relatif à l'arrêté d'autorisation est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département. Il indique les lieux où le dossier prévu à l'alinéa précédent peut être consulté ;
- la présente autorisation est mise à disposition du public par publication sur le site Internet de la préfecture du Finistère pendant une durée minimale d'un an.

Ces affichages et publications mentionnent l'obligation prévue au III de l'article 24 du décret du 1^{er} juillet 2014 susvisé, de notifier, sous peine d'irrecevabilité, tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la présente autorisation unique.

Article 17 – Délais et voies de recours

I. Les prescriptions du présent arrêté peuvent faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rennes en application de l'article 24 du décret du 1^{er} juillet 2014 susvisé :

- par le bénéficiaire, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance précitée, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité accomplie.

II. Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I., les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service de l'installation ou de l'ouvrage ou du début des travaux ou de l'activité, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que l'installation, l'ouvrage, le travail ou l'activité présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée. L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article 18 du décret du 1^{er} juillet 2014 susvisé.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision. La date du dépôt de la réclamation à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête.

III. En cas de recours contentieux à l'encontre d'une autorisation unique, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une autorisation unique. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait intenter ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 18 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet de Châteaulin, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, le chef du service départemental de l'office national des milieux aquatiques (ONEMA) du Finistère, les maires des communes de Châteauneuf-du-Faou, Landeleau, Plonévez-du-Faou, Lennon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté sera adressée à la commission locale de l'eau du SAGE de l'Aulne et des communes concernées afin de le tenir à la disposition du public.

Fait à Quimper, le **03 NOV. 2016**



Pascal LELARGE